



L'année 2012 s'annonce difficile au plan économique et social

A lors que le début d'année laissait augurer d'une reprise de l'activité économique, la plupart des indicateurs macro-économiques sont progressivement passés au rouge depuis. Les deux moteurs de l'économie que sont la consommation et l'investissement, sont désormais atones. Les carnets de commande se réduisent progressivement, notamment dans l'industrie. Dans ce contexte difficile, le marché du travail du bassin d'emploi de Rennes semble avoir été relativement épargné jusqu'à présent. Au troisième trimestre le chômage progresse modérément et Pôle emploi a enregistré 6 400 offres d'emploi (soit + 7 % en glissement annuel). Mais les perspectives pour la fin de l'année et pour 2012 s'annoncent moroses. De nombreux signes laissent craindre la poursuite de la contraction de l'activité. Bien plus qu'un nouveau ralentissement conjoncturel, ils témoignent de difficultés d'ordre structurel. Pour y faire face, les entreprises du territoire, notamment dans l'industrie, devront développer leur activité à l'export et investir davantage dans l'innovation.

L'analyse particulière du secteur BTP met en exergue une situation contrastée pour 2011 selon les types de marchés. Globalement, l'activité du secteur est aujourd'hui principalement tirée par le logement neuf et, dans une moindre mesure, par l'entretien/rénovation. Le niveau de production est proche de celui atteint au début des années 2000. Pour autant, la crise de 2008 a généré une véritable chute des prix qui, dans la durée, a fini par assécher la trésorerie de nombreux établissements. Sans marge de manœuvre financière et en sur-effectif, de nombreuses entreprises, notamment dans la construction neuve, devraient connaître des mois difficiles avec, au final, un nombre croissant de liquidations judiciaires et de licenciements. Paradoxalement, selon la cellule de veille, on peut craindre des difficultés à faire face au regain d'activité sur les marchés publics dès 2014/2015, alors même que de nombreux grands chantiers auront été lancés.



La reprise du début d'année s'est grippée

Alors que le début d'année laissait augurer d'une reprise de l'activité économique, la plupart des indicateurs macroéconomiques sont progressivement passés au rouge depuis. Dans un contexte de tension inflationniste (+2,3% en octobre en glissement annuel) imputable au renchérissement de l'énergie et des biens alimentaires, la consommation ralentit. Elle devrait être en recul de moitié entre 2010 et 2011 pour les ménages comme pour les administrations publiques. Bien orienté en début d'année, l'investissement des entreprises s'est rapidement essoufflé et devrait, selon les estimations de l'Insee, être proche de l'atonie au dernier trimestre.

Les deux principaux moteurs économiques sont donc désormais sans force. D'autres éléments vont dans le

Les deux principaux moteurs économiques sont désormais sans force

même sens. Le moral des entreprises poursuit sa baisse et certains indicateurs avancés de l'économie¹ se détériorent. C'est le cas par exemple des carnets de commande. Selon la Banque de France, en Bretagne ceux-ci perdent de leur consistance, notamment dans l'industrie. Au final, la croissance du Pib devrait être plus forte en 2011 qu'en 2010 (+ 1,7 % contre + 1,4 %). Néanmoins, ceci s'explique essentiellement par la bonne performance du premier trimestre (+ 0,9 %). L'Insee estime que la France était en récession au deuxième trimestre (- 0,1 %) et que la croissance devrait être nulle au quatrième trimestre.

Le marché du travail du bassin relativement épargné jusqu'au 3ème trimestre

Dans un contexte macroéconomique difficile, le marché du travail du bassin d'emploi de Rennes semble avoir été relativement épargné jusqu'au troisième trimestre. Sur les mois de juillet, août et septembre, 6 400 offres d'emploi ont été enregistrées à Pôle emploi à l'échelle de la zone d'emploi de Rennes, soit + 7 % en un an. Par ailleurs, près d'une offre sur deux est proposée en contrat à durée indéterminée (49 % contre 46 % il y a un an). Les offres ont été largement concentrées dans l'intérim et les services : commerce de détail, restauration, sécurité...

En comparaison de l'année précédente, on notera tout particulièrement la progression du nombre d'offres dans le transport logistique (+ 39 % en glissement annuel) et pour les techniciens et cadres de l'agroalimentaire² (+ 19 %). *A contrario*, les offres d'emploi dans le secteur services aux personnes reculent de 36 %.

Du côté de la demande d'emploi, avec 27 000 DEFM³ inscrits dans la catégorie A⁴ sur la zone d'emploi au 30 septembre, le chômage reste contenu (+ 1,8 % en glissement annuel) à l'image du reste de l'année. Les jeunes et les hommes restent les publics les plus préservés (respectivement - 4,5 % et 0 %). Incontestablement, la conjoncture pèse le plus sur les plus de 50 ans (+ 17 %) et les chômeurs de longue durée. Actuellement, parmi les demandeurs d'emploi, 3 200 sont inscrits depuis au moins deux ans. Il s'agit des premières victimes du retournement conjoncturel de 2008/2009 qui n'ont pas réussi à sortir durablement de la trappe du chômage depuis. Ce chiffre est en progression de 25 % en un an. L'analyse par métier met en exergue une croissance du chômage la plus forte dans la vente, la grande distribution ou encore la restauration. Fait plus récent, le chômage croît également sensiblement dans les services aux personnes, la santé et la banque/assurance. A l'inverse, les métiers du BTP et, surtout, du transport logistique s'inscrivent dans une tendance plus favorable qu'il y a un an au 3^{ème} trimestre.

Principaux indicateurs macroéconomiques - France

	2011				2010	2011
	T1	T2	T3	T4 ¹		
PIB	0,9	-0,1	0,4	0	1,4	1,7
Consommation des ménages	0,3	-0,8	0,3	0,3	1,3	0,6
Consommation des APU*	0,4	0	0,2	0,1	1,2	0,7
FBCF** (investissement)	1,2	0,6	0,4	0,1	-1,4	2,8

(1) estimation *Administrations publiques **Formation brute de capital fixe

Source : Insee

¹ Ces indicateurs sont souvent annonciateurs des tendances à venir.

² Cette dernière statistique est de source Apecita. Il s'agit des offres d'emploi collectées au niveau régional au 31 octobre 2011.

³ Demandeurs d'emploi en fin de mois.

⁴ La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi n'ayant pas eu d'activité lors du mois précédent, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emplois.

Evolution de l'emploi erratique en 2011

Selon l'Insee, la reprise de l'emploi du secteur marchand, observée depuis 18 mois en Bretagne, s'est arrêtée au 2^{ème} trimestre. L'emploi a par contre continué de croître dans l'ensemble de la France. La légère progression dans le secteur des services (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent en données CVS⁵) a tout juste compensé le recul dans l'industrie (- 0,1 %), le commerce (-0,2 %) et le BTP (- 0,5 %). Mais, l'été semble avoir été propice aux recrutements. C'est ce que traduisent plusieurs baromètres, comme celui de l'Acoss⁶ qui constate « une reprise des embauches au troisième trimestre, principalement dans les services et dans les PME de moins de 20 salariés. » Phénomène d'autant plus surprenant que les embauches ont été majoritairement réalisées en contrat à durée indéterminée.

Perspectives moroses pour 2012

De nombreux signes laissent craindre la poursuite de la contraction de l'activité. Pour la direction régionale de la Banque de France, l'indicateur du climat des affaires est à la morosité et l'épargne des ménages n'a jamais été aussi haut, signe que ces

⁵ Corrigées des variations saisonnières.

⁶ L'Acoss est le service statistique des Urssaf.

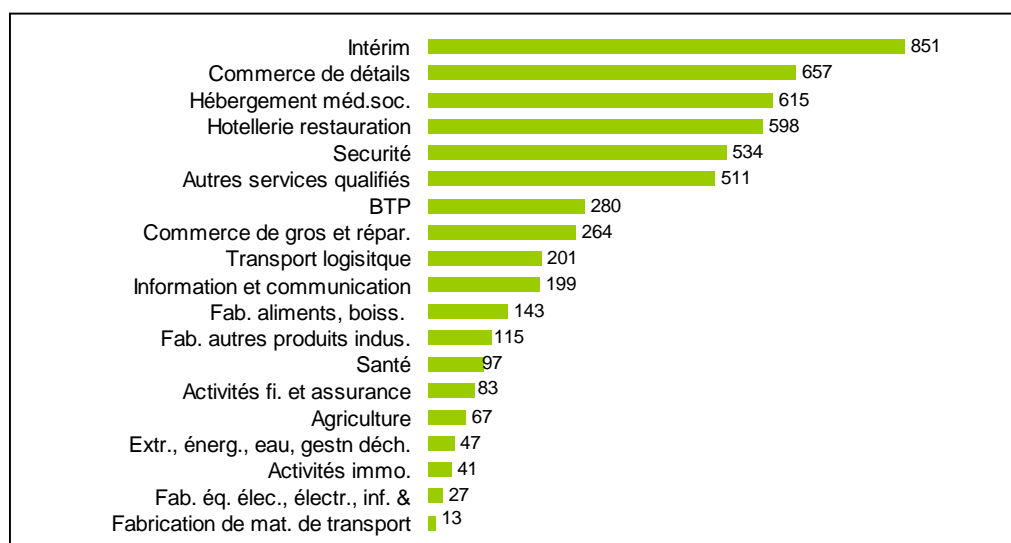
Déclarations d'embauche par secteur d'activité - France

	Glissement trimestriel en %				Glissement annuel en %
	4e trim 2010	1er trim 2011	2e trim 2011	3e trim 2011	3e trim 2011
Industrie	+3,3	+10,4	+2,4	-1,4	+15,1
Construction	+2	+11,4	-4	+0,8	+10
Tertiaire	-0,3	+8	-1,1	+2,7	+9,3
Total	+0,1	+8,6	-0,7	+1,7	+9,8

Source : Acoss

derniers sont pessimistes. L'intérim, traditionnel indicateur avancé de l'économie, enregistre un repli depuis septembre. Selon Randstad « le BTP et l'automobile sont enrhumés ce qui est inquiétant compte tenu de leur impact sur l'économie locale. Actuellement, même le tertiaire est en net recul. » La Banque de France constate également un ralentissement de l'activité des services et ses enquêtes d'opinion révèlent des prévisions négatives ce qui est nouveau. Pour Creativ, les perspectives de marchés dans l'industrie sont atones, notamment dans les activités traditionnelles. « Il n'y a pas de croissance organique des marchés, alors que la croissance des coûts est inéluctable et impacte les comptes d'exploitation des entreprises. » Dans l'automobile, tous les programmes

Répartition des offres d'emploi déposées à Pôle Emploi (juillet/août/septembre) – ZE Rennes



Source : Pôle Emploi – Traitement : Audiar / Codespar

d'activité sont à la baisse. Dans l'agroalimentaire, qui continue de jouer un rôle d'amortisseur des évolutions économiques, les résultats d'exploitation attendus pour la fin de l'année sont en retrait. Selon l'Observatoire des IAA de Bretagne :

- Bien que les prix des matières premières se soient tassés ces derniers mois, leur niveau élevé au 1er semestre, ajouté au coût global de l'énergie, va impacter à la hausse les coûts de production sur l'année ;
- Les industriels n'ont pas toujours pu répercuter la hausse des prix de production suite aux négociations de début d'année avec la grande distribution. Ceci est de nature à limiter les marges pendant plusieurs mois ;
- Le secteur craint les conséquences de la baisse prévisible de la consommation des ménages en produits alimentaires.

Les investissements initialement prévus ont été révisés. Pour l'observatoire des IAA « en Bretagne il n'y a pas de projet majeur à court terme en matière d'investissement de capacité⁷. » Pour autant, dans l'automobile comme dans l'agroalimentaire, l'impact sur l'emploi devrait demeurer fai-

⁷ L'investissement dit de capacité ou d'expansion, a pour but d'augmenter la capacité de production de l'entreprise.

ble. Les inquiétudes sont par contre plus grandes concernant les PME « traditionnelles » de la métallurgie.

L'effet rebond du début d'année⁸ ne s'est donc pas confirmé dans le temps ce qui révèle des difficultés dont le fondement est pour partie d'ordre structurel. Pour les membres de la cellule de veille, il est probable que l'activité macroéconomique sera faible en 2012 n'offrant plus de marges de manœuvre. Pour Randstad, « tous les symptômes d'une anticipation de récession sont réunis. Il reste cependant beaucoup

Pour Randstad, « tous les symptômes d'une anticipation de récession sont réunis. »

d'incertitudes à lever pouvant encore impacter l'activité économique des prochains mois, l'évolution de la situation financière internationale en fait partie ... ». Selon Creativ, « à moins de 1 % de croissance de Pib, il n'y a plus de « moteur naturel » où l'activité des grosses entreprises tire celle des petites. » Ainsi, les seules alternatives qui s'offrent aux entreprises du territoire, notamment dans l'industrie, sont le développement à l'export « pour aller chercher la croissance des pays émergents » et l'investissement dans l'innovation pour créer de nouvelles niches. « Cela suppose la définition d'un véritable plan stratégique pluriannuel à l'échelle de la Bretagne. »

⁸ Voir « L'horizon s'éclaircit à court terme sur le bassin d'emploi de Rennes », Codespar, juin 2011.

BTP : une situation difficile pour de nombreuses entreprises en 2012

En 2011, une situation contrastée selon les types de marchés

Pour la Fédération du Bâtiment d'Ille-et-Vilaine (FFB35), l'été a permis aux entreprises d'engranger des chantiers qui ont donné à certaines d'entre elles un second souffle. Les situations sont cependant contrastées en fonctions des types de marchés : logements neufs (public et privé), entretien/rénovation, non résidentiel, travaux publics.

- Globalement, aujourd'hui l'activité du secteur est tirée par le logement. Et particulièrement par le logement social. Les bailleurs sociaux ont maintenu les objectifs du Programme local de l'habitat (PLH).

Sur le logement aidé, les perspectives à moyen terme sont favorables. A plus long terme, deux éléments sont de nature à ralentir l'activité de ce segment : la détérioration de la solvabilité des accédants (plus particulièrement des primo-accédants) et la diminution des aides financières de l'Etat aux agglomérations⁹.

Du côté du logement privé, la FFB35 note que de nombreux programmes ont été lancés cet été, mais elle constate un tassement depuis un mois. A moyen terme, la fin annoncée du dispositif Scellier¹⁰, prévue pour le 1^{er} janvier 2013, aura des conséquences importantes. Actuellement, on estime

Pour la FFB35 « la hausse d'un point et demi de la TVA ne devrait pas être de nature à remettre en cause les chantiers. [...] La fin du dispositif Scellier, prévue pour le 1^{er} janvier 2013, aura [par contre] des conséquences importantes. »

que 80 % des logements privés de l'agglomération rennaise sont acquis grâce à ce dispositif¹¹. On pourrait donc assister à un scénario du type prime à la casse dans l'automobile, avec un effet d'aubaine qui va doper le marché en 2012, suivi d'un arrêt brutal à partir de 2013.

- Le marché dit du non résidentiel (immobilier de bureau, bâtiments publics...) est atone depuis le début de la crise de 2008. L'été dernier semble avoir été propice à la reprise des chantiers privés. Mais, selon la FFB35, « dans le secteur public, la situation ne cesse de se dégrader, notamment concernant les équipements des petites collectivités locales. » Les perspectives sont mauvaises. Pour la Cellule économique de Bretagne, « les entreprises privées hésitent à investir. Par ailleurs, la période d'élection qui s'ouvre en 2012 et la réforme des collectivités territoriales en 2014, ne devraient pas favoriser une reprise des investissements publics. »
- L'entretien/rénovation représente actuellement la moitié du marché. La tendance s'inscrit durablement à la hausse ces dernières années, même si celle-ci reste modérée à hauteur de + 1,5/2 % en glissement annuel. Pour la FFB35 le besoin potentiel est très important, tant en matière de rénovation énergétique que de mise aux normes des bâtiments en terme d'accessibilité. La hausse d'un point et demi de la TVA « ne devrait pas être de nature à remettre en cause les chantiers. » Les perspectives sont donc jugées favorables pour 2012.

⁹ L'agglomération rennaise étant jugée moins prioritaire que certaines grandes agglomérations françaises dans le cadre de la définition par l'Etat des « zones tendues ».

¹⁰ Le dispositif Scellier permet de réduire l'impôt du contribuable et de financer un bien immobilier locatif avec l'aide de l'Etat.

¹¹ Selon la FFB35.

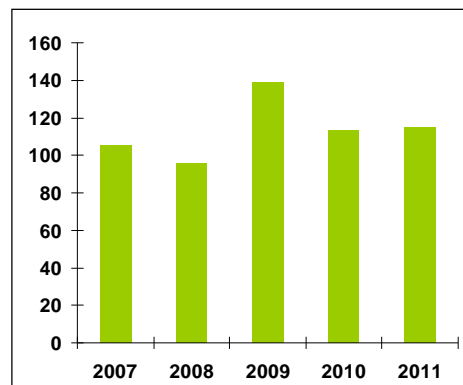
Mais l'incertitude quant à la solvabilité des ménages et des collectivités laisse craindre un ralentissement dès 2013/2014.

- La guerre des prix n'a pas épargné les travaux publics. A l'instar du bâtiment, la recrudescence de la concurrence désorganise le marché. Pour la BTP Banque, « *désormais, des grandes entreprises se positionnent sur des petits marchés.* » Les entreprises de taille modeste connaissent en conséquence des difficultés financières importantes, qui devraient se poursuivre en 2012. Cependant, les grands projets d'infrastructures qui s'annoncent dès la fin 2012 intensifieront fortement l'activité et devraient bénéficier à l'ensemble du tissu. La cellule de veille alerte néanmoins sur la difficulté potentielle des entreprises à faire face au surcroît d'activités en 2014/2015.

Graves problèmes de trésorerie pour les entreprises du secteur

Le secteur du bâtiment se trouve actuellement dans une situation paradoxale où certaines entreprises connaissent de graves difficultés économiques alors même que l'activité reste à un niveau correct. En effet, la Bretagne, et le bassin rennais en particulier, peuvent se targuer d'une attractivité forte de la population qui, cou-

Evolution du nombre de procédures collectives ouvertes
Situation au 30/09 en Ile-et-Vilaine

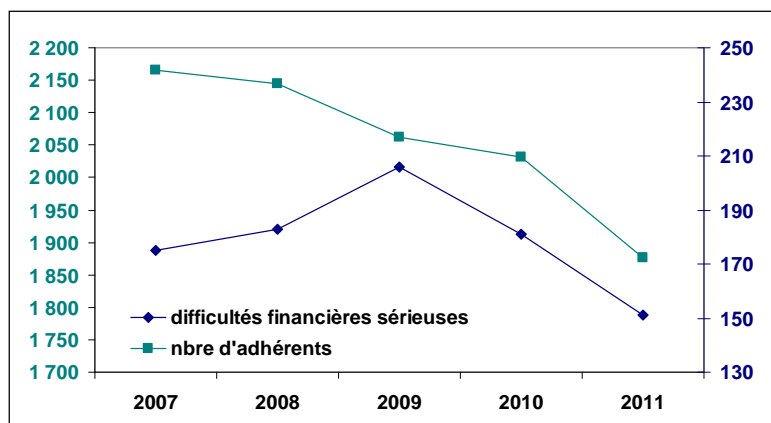


Source : Caisse des congés et intempéries du bâtiment

plée au phénomène de décohabitation¹², génère une croissance mécanique de la demande de logements. La Cellule économique de Bretagne rappelle que « *même s'il est inférieur à 2007, le niveau de production dans le secteur est équivalent à celui constaté au début des années 2000.* » Selon la BTP Banque, c'est un point de différenciation majeur par rapport à la crise qu'a connu le secteur en 1993. « *Actuellement, les carnets de commande des entreprises oscillent entre 5 et 8 mois. Lors de la crise de 1993, beaucoup d'entreprises n'avaient pas de visibilité à plus de quelques jours.* » Mais, la concurrence accrue a engendré une véritable chute des prix qui désorganise totalement le marché et fragilise les entreprises. « *Depuis le début de la crise de 2008, les prix ont baissé de 25 %, or les marges des entreprises sont de l'ordre de 2 à 3 %.* » La dégradation des résultats qui en a découlé a obligé les entreprises à puiser dans leurs fonds propres. Parmi les clients de la BTP Banque, environ un tiers des entreprises ont vu leurs résultats divisés par quatre depuis 2008. Cette tendance qui s'est inscrite dans la durée a donc asséché les trésoreries. Pour la Caisse des congés et intempéries du BTP, « *on a atteint un pic en 2009 avec un établissement sur dix qui déclarait avoir des difficultés financières sérieuses. [...] Sur l'ensemble de l'année, près de 200 procédures collectives ont été ouvertes en Ile-et-Vilaine, soit une hausse de 37 % en un*

¹² La décohabitation est le moment au cours duquel des personnes formant un même foyer cessent d'habiter sous le même toit, par exemple suite à une rupture conjugale ou à une mutation professionnelle.

Evolution du nombre d'établissements du Bâtiment ayant des salariés et du nombre d'établissements déclarant avoir "des difficultés financières sérieuses" - Situation au 30/09 en Ile-et-Vilaine



Source : Caisse des congés et intempéries du bâtiment

an. » Depuis, la situation s'est un peu apaisée. La part des entreprises déclarant avoir des difficultés est revenue à son niveau d'avant crise. Mais sur la période 2007/2011 près de 300 entreprises ont disparu (- 13 %). Par ailleurs, de nombreux signaux passent à nouveau au rouge depuis quelques semaines. Les procédures collectives repartent à la hausse et beaucoup d'établissements tirent la sonnette d'alarme. En témoigne la recrudescence du risque d'impayé des factures de prestations de Randstad : « *habituellement nous traitons environ 2 alertes crédits par mois, actuellement nous sommes sur un rythme de 4 à 5 par semaine.* » Structurellement, le tissu est très fragilisé. Beaucoup d'entreprises sont exsangues et n'ont plus aucune marge de manœuvre. C'est pourquoi, selon les membres de la cellule de veille « *il faut s'attendre à de nombreuses fermetures d'entreprises dans les prochains mois.* »

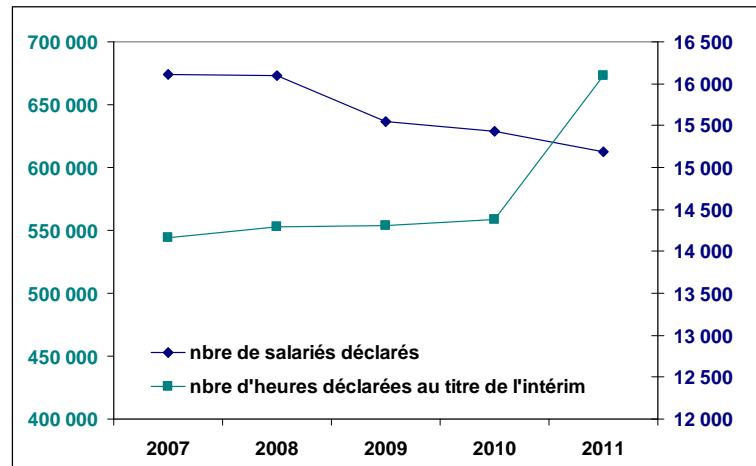
Recul de l'emploi du bâtiment attendu pour 2012

Selon la Cellule économique de Bretagne, l'euphorie dans le secteur BTP au début des années 2000 a poussé les entreprises à embaucher massivement, générant une croissance des effectifs de 25 %. Or, malgré le retournement de 2008, les entreprises du bassin n'ont répercuté que modérément la dégradation de la conjoncture sur les emplois, créant ainsi une situation de sur-capacité. Pour la FFB35, « *les entreprises qui avaient mis 4 ou 5 ans pour former leurs équipes au sortir de la crise de 1993, ont attendu au maximum avant de licencier cette fois-ci.* » Au 30 septembre 2011, on compte environ 15 200 salariés sur la zone d'emploi de Rennes, soit 900 salariés de moins qu'en 2007¹³. Pour la FFB35, « *il faut mettre cette baisse de l'emploi (- 6 %) au regard de la baisse du chiffre d'affaires qui se si-*

¹³ Source Caisse des congés payés et intempéries du BTP.

Malgré le retournement de 2008, les entreprises n'ont répercuté que modérément la dégradation de la conjoncture sur les emplois, créant ainsi une situation de sur-capacité.

Evolution du nombre de salariés permanents et du nombre d'heures d'intérim dans le Bâtiment - Situation au 30/09 sur la zone d'emploi de Rennes



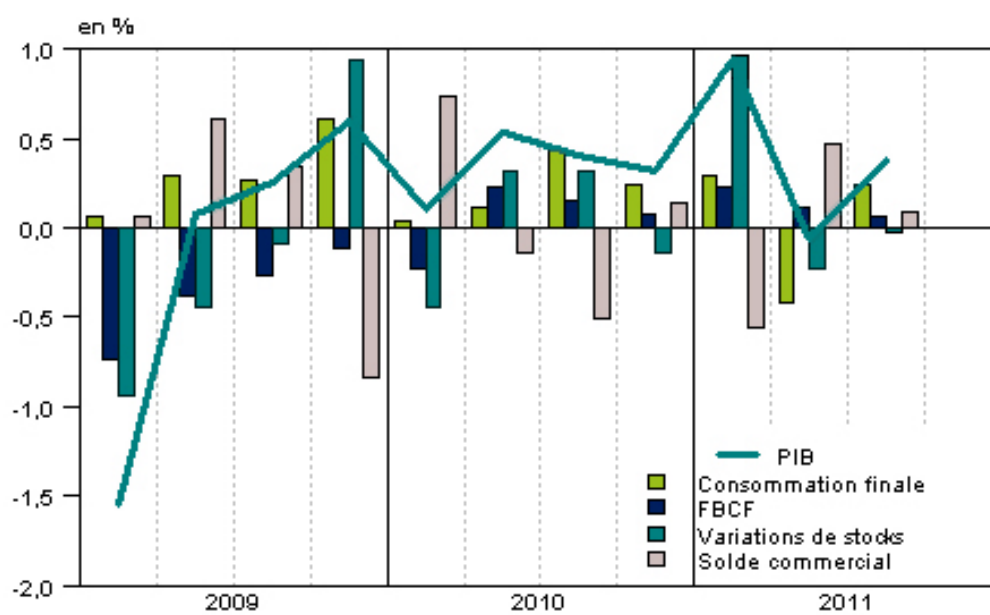
Source : Caisse des congés et intempéries du bâtiment

« *tue entre -15/20 % sur la même période.* » A court terme, les perspectives en matière d'emplois sont donc extrêmement préoccupantes. Toute croissance ponctuelle de l'activité peut être absorbée par les effectifs en place, ou éventuellement faire l'objet de contrats courts d'intérim comme cela a été le cas en 2011. Mais après la nette détérioration de la santé financière des entreprises, et dans un contexte où les marges devraient rester faibles, l'hypothèse d'une véritable dégradation de l'emploi pour 2012 devient de plus en plus crédible. Pour la FFB35, la baisse de l'emploi pourrait concerner 1 000 à 1 500 permanents sur le département¹⁴. A moyen terme (2013/2014), le lancement des grands chantiers (Cité des Congrès, métro, ligne LGV...), prévu pour la fin de l'année 2012, devrait avoir des impacts positifs sur l'emploi.

¹⁴ Calculé sur la base d'un rapport Chiffre d'affaires/emploi identique à ce qu'il était en 2007.

ANNEXES

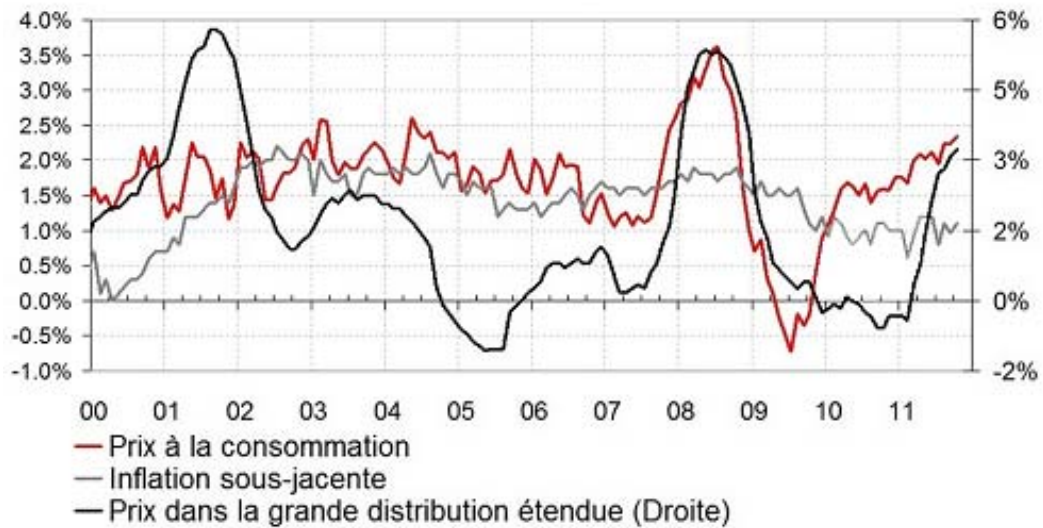
Le PIB et ses composants



Source : Insee – FBCF : Formation brute de capital fixe (investissement)

Prix à la consommation et dans la grande distribution en France, variation sur un an (%)

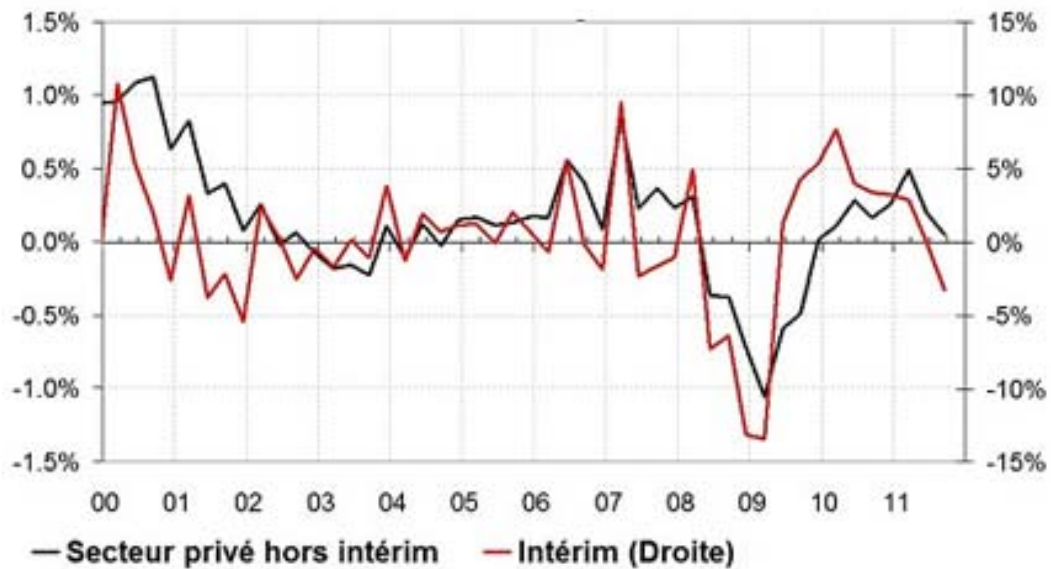
© www.gecodia.fr



Source : Insee

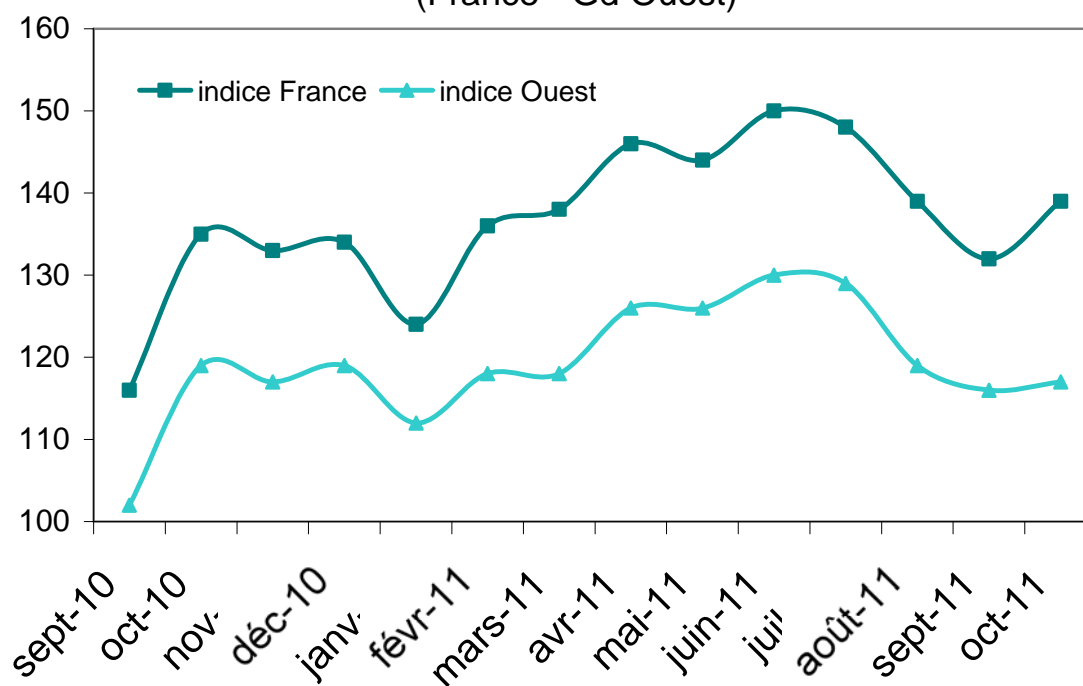
Emploi salarié en France, variation trim. (%)

© www.gecodia.fr



Source : Insee

Evolution de l'Index Monster de l'emploi (France - Gd Ouest)



Source : Monster de l'emploi

Nota : L'index Monster de l'emploi analyse chaque mois plusieurs millions d'offres d'emploi issues de nombreux sites d'entreprises et de portails Internet européens. L'Index offre une mesure globale de l'évolution des offres d'emploi en ligne dans tous les secteurs.

Objectifs et contexte de la cellule de veille conjoncturelle :

Par la réunion et le croisement des regards d'experts économiques locaux ou régionaux, généralistes ou sectoriels, le Codespar souhaite réussir à forger une analyse partagée de la situation économique du bassin et formuler un avis sur les impacts en temps réels et à court terme, de l'évolution économique conjoncturelle sur l'emploi. Les conclusions ressorties des analyses trimestrielles de la cellule sont soumises, entre autres, à la Plate-forme Activ'emploi de gestion territoriale des emplois et des compétences du bassin d'emploi de Rennes, chargée d'accompagner les mobilités professionnelles à l'échelle du territoire.

Cette cellule de veille conjoncturelle est une des composantes de l'axe « veille et redéploiement » mis en oeuvre par le Codespar et qui s'inscrit dans une volonté de porter un regard sur les mutations du territoire à tous les échelons temporels : rétrospectif, conjoncturel et prospectif.

Partenaires audités pour l'analyse de la situation du BTP :

Michel L'Hoste : Fédération du bâtiment d'Ille-et-Vilaine

Didier Asaz : Caisse des congés payés

Patrick Lesne : BTP Banque

Yannick Morin : Cellule économique de Bretagne

Membres permanents de la cellule de veille conjoncturelle :

Mesdames Faucheux (Meif), Feltmann (Cluster Eco-Origin), Le Hir (Apecita), Louesdon (plate-forme Activ'emploi), Rouas (CMA), Salaün (Observatoire économique des IAA de Bretagne) et Messieurs Daniel (Creativ), Fillon (Randstad), Gabiel (Conseil Régional de Bretagne), Jezequelou (CCIT), L'Hoste (FFBTP 35), Mathel (Directe, UT35), Richard (Syndex), Rolandin (Banque de France), Rouault (Rennes Métropole).

Contact :

Michaël BOIS

02 99 86 65 82

m.bois@codespar.org

**Note téléchargeable
sur le site**

www.paysderennes.fr

CODESPAR

4 avenue Henri Fréville

CS 40734

35207 RENNES Cedex 2

Tél. 02 99 86 65 80

Fax 02 99 86 65 85